ISSN 0024-7650

L 15290 - 3042 - F: 1,50 €

Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 3042
20 novembre 2026
1,50 € • DOM: 2€

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

Lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal d'Arlette Laguiller

Pour les salaires, l'argent est dans les caisses du patronat !



LO

Jeunes en lutte : le mouvement continue

Pages 4, 5 et 6

Espagne : Grève générale pour le logement

Page 8

Morts au travail : Au nom de la course au profit

Page 14

Au sommaire

Les jeunes en lutte

- Le mouvement continue 4
- La journée du 17 novembre 4
- Ils veulent des jeunes isolés 4
- CRS blessés, chiffres amochés 4
- Lycée Nelson-Mandela – Nantes: “Geffray responsable”! 5
- Université Paris – Nanterre: la direction se prend un vent! 5
- À Grenoble: des arrestations scandaleuses 5
- Lycée Robert-Schuman Charenton: toujours déterminés 6

Leur société

- Hausse du smic: le patronat ne veut pas payer 3
- Restos du coeur: la pauvreté explose 3
- 11 Novembre: à bas le capitalisme, fauteur de guerre 6
- AESH: négligence d’État 6
- Élections: c’est qui le patron? 7
- Cnews: une pétition ne réglera pas le problème 7
- Le RN et les retraites: précaires et chômeurs visés 7
- 28 Novembre: manifestons contre les violences faites aux femmes! 7
- Loi logement: “changer la vie”... en pire 11
- Rennes: les sans-papiers mobilisés 11
- France-Afghanistan: les réfugiés livrés aux talibans? 11
- Salon du « made in France »: la foire aux candidats 12
- Guyane: sécheresse et sous-développement 12

Dans le monde

- Espagne: grève générale pour le droit de se loger 8
- Nvidia: puces, espionnage et guerre économique 8
- Turquie: l’exploitation tue 9
- Microsoft: le bug c’est la propriété privée 9
- Ukraine-Russie: la paix selon Trump, Poutine, Macron... 10
- Union européenne: accord honteux contre les migrants 10
- Ukraine: des militaires français (pas) si discrets 16

Dans les entreprises

- Secan – Gennevilliers 13
- BHV Marais – Paris 13
- Ferme de la Motte – Talcy 13
- Paprec – Calais 14
- Synergie Propreté – Fourmies 14
- Lactalis – Cuincy 14
- Renault-Alpine – Guyancourt 15
- ArcelorMittal – Canada 15

Notre campagne

- 2 200 euros, ça ne serait pas du luxe 16
- Réunions publiques 16
- Fêtes de Lutte ouvrière 16

Pas d’argent pour les salaires? Il faut aller voir dans les caisses du patronat!

Combien sommes-nous à devoir choisir entre nous chauffer et remplir le caddie ? À économiser quelques euros en sautant un repas ou en renonçant à des déplacements ?

Preuve de l’approfondissement de la misère, les antivols se multiplient dans les supermarchés. Même les travailleurs les mieux payés voient fondre leur pouvoir d’achat et craignent pour l’avenir. Nous n’avons pas à l’accepter.

La France n’est pas un pays pauvre. Le secteur de la finance et les marchands d’armes prospèrent. Les compagnies pétrolières accumulent milliards sur milliards. Et pour cause : elles nous rackettent à la pompe à essence ! Avec 106 milliards en 2025, la France est même championne d’Europe du versement de dividendes aux actionnaires.

La grande bourgeoisie industrielle et financière siphonne toutes les richesses, qu’elles soient produites dans les grandes ou les petites entreprises. Elle impose sa loi et met en difficulté bien des petites entreprises. Mais, pour elle, tout va pour le mieux. Alors, ne laissons pas dire qu’il n’y a pas d’argent pour de vraies augmentations de salaire !



Manifestation du 5 novembre.

Les grands et les petits patrons, les experts économiques et quasiment tous les politiciens nous parlent de temps difficiles, de marges qui seraient trop faibles et de la concurrence qui serait trop forte... Eh bien, nous demandons à voir !

Nous n’avons aucune raison de croire sur parole ceux qui pleurent la bouche pleine. Imposer la transparence sur les vrais circuits de l’argent est le seul moyen de ne pas nous faire rouler dans la farine.

Pourquoi les conditions dictées par les grands groupes à leurs sous-traitants, fournisseurs et entreprises clientes relèvent-elles du secret commercial ? Pour cacher le fait que les gros étranglent les petits. Pourquoi est-il impossible de connaître le montant des aides publiques par entreprise ? Pour cacher le pillage des caisses de l’État par la grande bourgeoisie.

Il faut donc ouvrir les livres de comptes des entreprises, rendre publics leurs données financières, leurs contrats, les subventions encaissées, les transferts entre pays et filiales, les rémunérations des dirigeants et les dividendes...

Le grand patronat cache la vérité sur les richesses qu’il accapare. TotalEnergies est champion dans ce domaine : malgré ses 20 à 25 milliards de profits annuels, le trust ne paye quasiment pas d’impôts sur les bénéfices en France et très peu dans les pays où il choisit de déclarer ses profits.

On nous culpabilise avec le coût du travail. Mais le coût du travail, ce sont les travailleurs qui le paient cash, en y laissant leur santé, en y sacrifiant leurs forces vives, leurs loisirs et leur vie de famille. Ce ne sont pas les actionnaires qui se mettent sous antalgique pour calmer les douleurs contractées au travail par les gestes répétitifs et les postures pénibles. Ce ne sont pas eux qui y risquent leur vie, comme cet ouvrier de 44 ans mort la semaine dernière à Calais dans une usine Paprec, le troisième dans cette firme en trois ans.

Notre travail ne coûte rien au patronat, il lui rapporte. Notre labeur est à la base de tout, y compris celui des agents de l’État, pompiers, agents des hôpitaux et des collectivités locales, qui sont si mal payés. Ensemble, revendiquons l’augmentation générale des salaires, des pensions et des allocations à hauteur de ce qu’il nous faut !

Il faut indexer tous les salaires sur la hausse réelle des prix. Aujourd’hui, le calcul officiel de l’inflation sous-estime la hausse des prix de l’énergie, de l’alimentation ou de la santé qui nous frappe.

Refusons l’appauvrissement du monde du travail : les salaires, les emplois et les conditions de vie des classes populaires doivent passer avant les profits, les sinécures et les privilèges d’une petite minorité richissime !

Les lycéens et les étudiants continuent de se battre et mettent la pression sur le gouvernement. Renforçons-la ! Après le succès du 5 novembre, une nouvelle occasion nous a été donnée mardi 17 novembre, où des centrales syndicales ont appelé à une nouvelle journée d’action pour de vraies augmentations de salaire. La bataille pour les arracher ne fait que commencer.

Nathalie Arthaud

Hausse du smic : le patronat ne veut pas payer

Alors que la hausse du coût de la vie étrangle les classes populaires et que des centaines de milliers de manifestants, jeunes et moins jeunes, protestent contre la vie chère, le gouvernement a augmenté de 24 euros le smic, le portant à 1 502 euros par mois.



Manifestation samedi 14 novembre.

Les patrons ont aussitôt débité la tirade d'Harpagon *« Au voleur ! au meurtrier ! on m'assassine ! on m'a volé mon argent ! »* Le ministre du Travail s'est empressé de répondre, samedi 14 novembre, que, si des négociations salariales de branche conduisaient à des relèvements de salaire, le gouvernement baisserait les cotisations patronales. Le « coût du travail », comme il dit, resterait ainsi constant. Farandou ne peut pas promettre aux patrons de baisser leurs cotisations sur le smic, il y a belle lurette qu'ils n'en paient quasiment plus.

Les dégrèvements de cotisations patronales sur tous les salaires inférieurs à trois smic coûtent déjà plus de 70 milliards d'euros par an à l'État. Le patronat s'exonère ainsi de la partie des salaires qui abonde les caisses de retraite, l'assurance maladie, etc. Ce que les employeurs ne payent plus, la masse de la population doit le payer de diverses manières, par une moindre prise en charge des frais de santé, par des taxes, les impôts et le remboursement de la dette publique.



Mais le patronat en veut toujours plus. Commentant l'augmentation du smic et l'ouverture de négociations salariales par branche, le président de l'UIMM, le secteur industrie de la métallurgie du Medef, a fait la liste de ses demandes. Il veut pérenniser définitivement les dégrèvements fiscaux, le patronat supportant mal de les voir « menacés » à chaque discussion parlementaire. Il veut « sanctuariser » le crédit impôt recherche, cadeau de plus de 7 milliards d'euros par an. Il veut que les prestations sociales, si on veut absolument les maintenir, soient payées par la TVA, ce qui permettrait de réduire encore les cotisations patronales. Et, enfin, tant qu'il y est, il veut assurer sur fonds publics l'accès à l'énergie, à l'eau et au terrain à tous les capitalistes. Faute de quoi les entreprises iraient à la faillite et la société tout entière à la catastrophe.

Donc, non seulement le patronat ne peut subsister qu'en réduisant les salaires, mais encore il devrait être exonéré de toute participation financière au fonctionnement de la société. Pour qu'il vive, il faut que le monde crève. C'est la définition d'une classe sociale parasitaire.

Paul Galois

Restos du coeur : la pauvreté explose

À la veille du lancement de la 42e campagne des Restos du cœur, lundi 16 novembre, un débat a réuni cinq candidats à la présidentielle dans le plus grand des entrepôts de l'association.

Pour le président des Restos, Jean-Michel Richard, cela a été l'occasion de rappeler que les 80 000 bénévoles de l'association ont distribué 186 millions de repas à un million quatre cent mille bénéficiaires en 2025. *« Record après record, il est temps que cela s'arrête »,* a-t-il déclaré.

L'ensemble des associations de lutte contre la précarité et la pauvreté constatent que la misère progresse dans tout le pays. D'après un rapport d'Action contre la faim, sept millions d'adultes déclarent manquer de nourriture et le taux grimpe à 25 % chez les 18-24 ans. Si tous ne souffrent pas de la faim, 39 % des personnes interrogées déclarent cependant devoir renoncer à certains aliments. Les banques alimentaires sont également de plus en plus sollicitées. D'après le président de celle du Bas-Rhin, le nombre de bénéficiaires du département est passé en quatre ans de 38 000 à 68 000, soit une progression de 80 %. On comprend que les responsables associatifs s'inquiètent de savoir s'ils pourront tenir, face, d'un côté, à l'explosion du nombre de demandeurs, et de l'autre, à la baisse des dons et des financements !



RESTOS DU COEUR

Devant les caméras de LCI, qui organisait le débat en association avec les Restos du cœur, Attal, Le Pen, Mélenchon, Retailleau et Glucksmann ont répondu aux questions de bénéficiaires. De la mère célibataire de trois enfants, travailleuse à temps partiel qui saute parfois des repas, au travailleur qui a vécu plus d'un an dans sa voiture, en passant par la retraitée contrainte de compter chaque centime, tous ont témoigné de cette réalité insupportable : avec ou sans emploi, précaire ou embauché, retraité ou en activité, ils sont un nombre croissant à ne pas pouvoir vivre de leur salaire, de leur allocation ou de leur pension.

Devant cette réalité, les promesses des candidats n'ont pas manqué, parlant d'aides diverses, de cantine gratuite ou de relogement d'urgence des enfants à la rue. Mais si la pauvreté progresse, c'est bien parce que les salaires, même quand on en touche un, ne suffisent pas à vivre dignement. C'est donc l'augmentation massive des salaires, des allocations et des pensions de retraite qu'il faut exiger.

Les besoins des mères célibataires à temps partiel, des travailleurs qui ne trouvent pas de logement, des retraités qui doivent faire les fins de marché en quête de produits trop abîmés pour être vendus, doivent passer avant les profits des grandes entreprises. Cela, personne ne l'a dit sur le plateau de LCI, mais il faut dire que Nathalie Arthaud n'avait pas été invitée.

Nadia Cantale

Cercle Léon Trotsky

Les révolutionnaires et la démocratie bourgeoise

Vendredi 20 novembre à 20 heures

Mutualité, métro Maubert-Mutualité, Paris

(Participation aux frais : 3 euros)

Avec une intervention de Jean-Pierre Mercier sur la mobilisation de la jeunesse.

Le mouvement continue

Deux mois après son démarrage, trois semaines après la rentrée de la Toussaint, la contestation de la jeunesse se poursuit sans que le gouvernement parvienne à faire rentrer lycéens et étudiants dans le rang.

Des dizaines, voire des centaines de lycées, dans les grandes villes du pays, étaient encore bloqués plusieurs jours par semaine, les cours suspendus ou basculés en distanciel toute la semaine du 16 novembre. Du côté des universités, les cours sont très souvent donnés en distanciel pour vider les facultés et isoler les étudiants.

Pourtant, Lecornu, Nunez et Geffray ne ménagent pas leurs efforts : déploiement de policiers et CRS dès 6 heures du matin devant les établissements ; charges musclées de la police avec des interventions jusqu'à l'intérieur des lycées, une pratique qui choque tant elle était rarissime jusqu'alors. À cela s'ajoute des mobilisations de parents hostiles au mouvement pour organiser des « piquets de travail » et agresser les lycéens ; des consignes ministérielles pour *« systématiser les sanctions contre les lycéens et les personnels qui participent aux blocages »* ; des convocations des « meneurs » par les directions, suivies de sanctions, parfois d'arrestations.

Mais s'acharner sur les jeunes ne suffit pas au gouvernement. Il lui faut maintenant s'en prendre à tous ceux qui les soutiennent et en premier lieu aux enseignants et assistants d'éducation grévistes mais aussi aux parents. Ceux qui sont sur les parvis des lycées pour si possible empêcher les violences policières, ou à défaut en être témoins, sont maintenant accusés d'être complices des tirs de mortier.

Lecornu menace de radier des membres du personnel de l'Education. Il avance, on ne sait comment, le chiffre de 40 complices (aussi mythiques que les 40 voleurs). Ces derniers auraient aidé les élèves à perpétrer des violences et alimenté les jeunes en mortiers d'artifice.

Pour éviter les blocus, le gouvernement a incité les préfets à multiplier les arrêtés interdisant les rassemblements de plus de vingt personnes aux abords des lycées. Il ne craint pas le ridicule parce que, à 8 heures, c'est bien plus de vingt personnes qui se rassemblent devant chaque portail.

Quant au ministre de l'Education nationale, il a invoqué un prétendu devoir de réserve, menaçant les enseignants de sanctions disciplinaires s'ils ne s'y tenaient pas. À défaut d'empêcher les enseignants de faire grève, il veut les faire taire.

Force est de constater en tout cas que le gouvernement ne fait preuve d'aucune réserve pour multiplier les allégations les plus mensongères. En vain pour l'instant. La meilleure réponse a été d'être de nouveau très nombreux dans la rue, mardi 17 novembre.

Aline Urbain



À Paris, le 10 novembre.

Ils veulent des jeunes isolés

Depuis le début de la mobilisation de la jeunesse, le gouvernement impose une politique de fermeture administrative des lycées et des universités.

Les directions d'établissements appliquent cette politique de lock-out depuis septembre, tentant d'isoler les jeunes.

En plus, depuis le début du mois de novembre, il a modifié sa communication sur les chiffres.

Ainsi, lors de la journée de mobilisation du 5 novembre, il y avait 150 lycées bloqués ou fermés en Île-de-France d'après le décompte de la région, qui n'est probablement pas encline à une surestimation. À l'échelle nationale, les syndicats enseignants parlaient d'un millier de lycées à l'arrêt. Le gouvernement, lui, de 81 lycées. Avait-il négligemment oublié un zéro ?

Le gouvernement essaye ainsi de camoufler sa propre politique qui vise à fermer les établissements afin d'empêcher les élèves de se regrouper et le mouvement de se renforcer.

Ainsi, si des centaines de milliers de lycéens et d'étudiants n'ont pas cours, c'est avant tout du fait des fermetures administratives massives. Leur durée n'a souvent aucun rapport avec la gravité de l'incident déclencheur, qui sert donc de prétexte. La raison officielle est bien entendu de prévenir troubles et dégradations. Mais qui peut y croire, quand on se rappelle que jusque-là, ni le bâti qui tombe en ruines ni les malaises par 35° ne lui semblaient des obstacles empêchant les cours ?

Thomas Baumer

La journée du 17 novembre

Bien qu'en repli, comparées à celles très massives du 5 novembre, les manifestations du 17 novembre ont été une occasion de plus de protester à la fois contre l'avenir bouché pour la jeunesse, ainsi que d'exiger l'augmentation des salaires.

À Lyon les manifestants étaient 8 000, presque pour moitié des jeunes qui n'en étaient certainement pas à leur première manifestation depuis deux mois que la contestation lycéenne et étudiante s'exprime dans la rue.

À Paris, les jeunes étaient en tête du cortège de plusieurs dizaines de milliers de manifestants. Ils étaient suivis par le défilé syndical regroupant essentiellement des salariés du public. De nombreux enseignants ont manifesté avec dynamisme hors des cadres syndicaux, à vingt ou trente avec quelques-uns de leurs élèves, derrière leur propre banderole d'établissement scolaire.

Ces manifestations s'inscrivaient dans la continuité du mouvement de la jeunesse. Elles exprimaient aussi les revendications légitimes de travailleurs en colère.

Lucien Détroit

CRS blessés, chiffres amochés

D'après Mediapart, le chiffre communiqué par le ministère de l'Intérieur de 1 233 CRS blessés pendant le mois d'octobre est fantaisiste voire mensonger.

Les journalistes ont réussi en effet à se procurer une copie du fichier des CRS blessés, établi par leur direction. 94,6% des CRS blessés, soit 1 167 agents sur 1 233, le sont en fait très légèrement. Figurent par exemple un CRS « blessé » au *« poignet gauche en fermant la porte du véhicule de reconnaissance »* ou un autre qui *« se tord la cheville en chutant du fourgon »*. Apparemment, même les véhicules n'aiment pas la police !

Dans la grande majorité des cas, il s'agit de contusions : *« douleur orteil pied droit »* ou au *« mollet gauche »*, voire à un *« ongle majeur droit »*, quand il ne s'agit pas d'acouphènes provoqués… par leurs propres grenades de désencerclement ou bien des malaises dus en partie aux gaz lacrymogènes qu'ils ont envoyés en masse et qui se sont retournés contre eux. Le vent lui non plus n'aime pas la police !

Même un commandant des CRS a reconnu que *« de nombreuses blessures sont des contusions… Dans certaines postures, les muscles peuvent se tétaniser, comme en barrage ferme, bouclier en position haute, autrement dit statique en position de défense »*. Décidément personne n'aime la police, même pas les boucliers !

Arnaud Louvet



Lycée Nelson-Mandela – Nantes : “Geffray responsable”!

Une reprise des cours était prévue lundi 16 novembre au Lycée Nelson-Mandela de Nantes, à laquelle s’est invité le ministre de l’Éducation nationale Édouard Geffray.

Au tout début du mouvement, le lycée de 1 700 élèves, avait fait l’objet d’un incendie qui avait sérieusement endommagé une partie de l’établissement.

Pour le ministre, rien ne s’est passé comme prévu. Car, loin d’une rentrée qui se voulait apaisée et médiatisée, les lycéens de Mandela avaient décidé de lui réserver « un mauvais accueil », estimant qu’il était tout autant responsable de l’incendie que les deux jeunes mis en examen, car sourd aux revendications lycéennes exprimées depuis des années. *« Il a fallu la violence pour qu’il s’intéresse à nous »*... *« Notre lycée est récent, mais c’est un four l’été et un frigo l’hiver ! »* s’exprimait avec colère une des responsables du comité d’accueil.

À 9 h 30, accompagné du préfet de Loire-Atlantique, de la présidente de la région, proche de Retailleau, et de la maire de Nantes, Johanna Rolland, PS, le ministre a fait son entrée dans le hall sous les huées d’une foule de lycéens qui scandaient « Geffray responsable !», en déployant une banderole peu aimable envers le ministre et la présidente de région responsable de coupes budgétaires importantes pour les lycées. Ils reprirent plusieurs slogans des manifs : « On est jeunes, déters et révolutionnaires !» et aussi le fameux ACAB, d’autant plus fort que des CRS casqués et boucliers en main investissaient le hall et les étages à la demande du proviseur.

Pendant que les CRS bousculaient, insultaient et chargeaient les lycéens mais aussi le personnel enseignant et quelques parents d’élèves venus en soutien, le ministre, se voulant rassurant mais fâché tout de même, s’isolait dans une salle pour dialoguer avec les quelques représentants des élèves chargés d’exprimer les revendications sur Parcoursup, les examens, CAP et bac...

À 11 heures il repartit par la petite porte sous les huées qui reprirent de plus belle, accompagné d’un proviseur dépité qui, après la tenue d’une assemblée générale des lycéens, décidait la suspension des cours jusqu’à mercredi 18, laissant passer la journée de mardi de grève et manifs. La présidente de région, Christelle Morançais, à l’issue de cette réouverture ratée, n’a pu s’empêcher de cracher son venin : *« On laisse l’anarchie régner en maître !»*

Tout ce beau monde a raison de ne pas être rassuré quant à une reprise possible des cours car les lycéens de Mandela étaient en nombre et en tête de la manifestation du mardi 17, plus remontés que jamais !

Correspondant LO



AFP SEBASTIEN SALOM-GOMIS

CRS dans le lycée de Nantes le 16 novembre.

Université Paris Nanterre : la direction se prend un vent

Jeudi 12 novembre, la présidente de l’université avait appelé à un temps de parole avec les étudiants, espérant certainement faire valider la fin du blocus.

Avec son mépris habituel, elle a imposé d’abord une heure et demie d’attente aux 1 200 étudiants présents, puis une entrée au compte-gouttes et enfin leur séparation dans deux amphithéâtres distincts pour des « raisons de sécurité ».

Avoir des salles bondées et des étudiants assis par terre ne semblait pourtant pas la déranger jusqu’alors. Mais un appel a suffi et tout un amphithéâtre s’est levé en applaudissant pour rejoindre l’autre, débordant les services de sécurité. La présidente a alors très vite mis au vote la reprise des cours... silence dans la salle, deux mains levées en signe de « oui », suivies de rires et d’applaudissements de la part des 1 200 restants !

Puis pendant trois heures, des dizaines d’étudiants ont dénoncé le manque criant de moyens, la sélection à l’université. La présidente a été prise à partie sur les inégalités face aux cours en distanciel et aux examens imposés dans cette période tumultueuse. L’exigence de validation du semestre pour tous par une note plancher de 10 a été votée à l’unanimité. Des sans-fac étaient présents aussi pour exiger leur inscription.

La présidente a fini par quitter la salle, exprimant son mépris sans répondre à aucune des revendications. Mais une chose est sûre, c’est que sa tentative de division s’est retournée contre elle ! Le mouvement à Nanterre continue.

Correspondant LO



UNEF NANTERRE

À Nanterre, le 14 novembre.

À Grenoble : des arrestations scandaleuses

Mercredi 4 novembre, un élève de première du lycée Mounier a été arrêté devant son établissement par la police.

Le motif invoqué était une altercation avec un autre lycéen voulant forcer le blocage. En réalité, ce jeune était ciblé parce qu’il est l’un des animateurs déterminés de la contestation engagée depuis la fin septembre.

Les policiers ont eux-mêmes prévenu un de ses camarades qu’il serait *«le prochain sur la liste »*, ajoutant avec leur morgue habituelle : *« toi, on t’aime bien »*.

Le jour même, une centaine de personnes se sont rassemblées en soutien devant l’hôtel de police de Grenoble pour exiger sa libération et crier *« À bas la répression ! »* Sa mère y a pris la parole pour clamer qu’elle était *« fière de son fils »* et de son combat légitime. Le 5 novembre, plusieurs centaines de jeunes, de membres du personnel et de parents se sont retrouvés devant son lycée pour dénoncer la manœuvre policière. Le lycéen a finalement été relâché au bout de 36 heures, sans qu’aucune charge ait été retenue contre lui. Dès le lendemain, il retrouvait ses camarades en assemblée générale, où tous ont affirmé que ces intimidations ne les feraient pas céder.

Mais vendredi 13 novembre, lui et un autre lycéen ont de nouveau été placés en garde à vue, à la suite d’une échauffourée avec le même élève. Cette fois, tous deux seront poursuivis sous le motif de « violences aggravées ». Personne n’est dupe : cet acharnement contre un des militants du mouvement lycéen vise à intimider tous ceux qui refusent de se plier aux injonctions du gouvernement et aux menaces. La même semaine, d’autres lycéens de l’agglomération ont d’ailleurs subi des pressions du même ordre, avec des gardes à vue allant jusqu’à 48 heures.

Ni les insultes racistes, ni les coups, ni ces procédures judiciaires, pas plus que la présence massive de CRS ou de gendarmes mobiles, casqués et munis de LBD devant, voire dans les lycées, depuis plusieurs semaines, et particulièrement depuis la rentrée du 2 novembre, ne sont parvenus à faire baisser la tête de ces jeunes. Au contraire cette politique révoltante n’a fait qu’alimenter leur révolte.

Correspondant LO



DR

Devant le lycée Schuman début octobre.

Lycée Robert-Schuman Charenton : toujours déterminés

Lundi 9 novembre, le lycée Robert-Schuman de Charenton en banlieue parisienne a été le théâtre d'une intervention policière particulièrement brutale. Face à un blocus très bon enfant, la police a tiré à deux reprises des gaz lacrymogènes, provoquant panique et malaises.

Les lycéens ont cherché refuge où ils le pouvaient : sur une passerelle, à l'intérieur de l'établissement ou encore dans un parking non loin de là. Piégés dans ce parking et sommés de rentrer chez eux par les policiers, les élèves qui tentaient de sortir se faisaient systématiquement matraquer, parfois au visage. Pire encore, une voiture de police banalisée a fait demi-tour dans la rue et a foncé à vive allure, manquant de renverser au moins deux lycéens. Cinq élèves ont été interpellés et placés en garde à vue. Finalement, devant tant de tension, l'établissement a fermé ses portes à la fin de la matinée, renvoyant chez eux les adolescents choqués.

Le lendemain, une assemblée était organisée par les enseignants, réunissant entre 150 et 200 élèves, parents et professeurs. Des inquiétudes se sont exprimées, ainsi que, parfois, une hostilité au mouvement, mais la réponse des lycéens a forcé le respect.

Ceux-ci ont répondu à l'inquiétude des parents et ont rappelé avec vigueur qu'ils menaient un combat pour l'avenir, non seulement le leur, mais aussi celui de toute la jeunesse. L'un d'eux a résumé ce sentiment de manière très juste et émouvante : *« J'ai des petits-cousins et des neveux qui vivent dans des quartiers plus difficiles que le mien. Je ne peux pas imaginer les regarder dans les yeux quand ils seront au lycée et leur dire que je n'ai pas participé à ce mouvement. »*

Le climat de la réunion a alors complètement changé. Beaucoup de parents ont alors clamé leur fierté devant le courage et la conscience politique de leurs enfants. Ils ont proposé de venir se positionner sur les barrages aux côtés des lycéens pour les protéger de la violence policière. Ce soir-là, ce sont les jeunes qui ont donné une leçon au reste de l'assemblée !

Correspondant LO

11-Novembre : à bas le capitalisme, fauteur de guerre !

Chaque année, à Gentioux dans la Creuse, se tient un rassemblement pacifiste devant le monument aux morts sur lequel un écolier lève le poing vers l'inscription *« Maudite soit la guerre »*.

Cette année, Jean-Luc Mélenchon était présent, invité à prendre la parole à la tribune par le comité qui organise le rassemblement. Deux jours plus tôt, ce même comité avait pourtant refusé cette possibilité aux militants de Lutte ouvrière sous prétexte de ne pas donner la parole aux représentants des partis politiques.

Une camarade s'est donc exprimée en marge de la cérémonie, pour dire ce que les autres ne disent pas. Jean-Luc Mélenchon avait dit lors de son intervention : *« Si les votes et la décision des Français devaient me conduire à exercer d'autres responsabilités,* [...] *faisons entre nous le serment que jamais nous n'abandonnerons la volonté implacable de la paix. »* Elle a donc rappelé que, en 1914, après dix ans à voter des motions contre la guerre menaçante, les partis socialistes ont trahi tous leurs engagements et se sont rangés dans l'union nationale, chacun derrière sa propre bourgeoisie.

La représentante de Lutte ouvrière a appelé à se souvenir des fraternisations, des fusillés pour l'exemple, des mutineries, de tous ceux qui se sont levés contre la guerre. Elle a appelé à maudire tous les discours nationalistes et chauvins, qui cherchent à préparer les travailleurs à se ranger derrière les intérêts de leurs exploiteurs.

Lutte ouvrière voulait affirmer que son drapeau est le drapeau rouge du mouvement communiste internationaliste, celui qui fut brandi par les ouvriers et les paysans russes lors de la révolution d'Octobre 1917, celui des militants bolcheviques qui s'étaient opposés à la trahison de l'Internationale social-démocrate en 1914. Ils furent les seuls, avec une poignée de militants d'autres pays, capables de donner une perspective aux dizaines de millions d'opprimés qui voulaient en finir avec la guerre et avec les classes dirigeantes qui les y avaient condamnés.

Correspondant LO

AESH : négligence d'État

Selon les données du ministère de l'Éducation nationale, presque 40 000 élèves en situation de handicap n'avaient pas d'accompagnant (AESH) au début du mois d'octobre. C'est considérable mais, même pour les autres, la situation est loin d'être satisfaisante.

Un peu plus de 360 000 élèves ont droit à un ou le plus souvent une AESH. La communication ministérielle laisse penser que c'est bien le cas pour près de 90 % d'entre eux. Sauf que, bien souvent, seule une petite partie des heures prévues est réellement assurée. D'après un rapport du service statistique du ministère paru en mars 2026, seuls 12 % des AESH accompagnent un seul élève. 11 % suivent officiellement… neuf élèves ou davantage ! Autant dire que les AESH n'ont ni le temps ni les moyens de fournir l'attention nécessaire à chacun.

Le manque de travailleurs pour l'accompagnement des élèves à besoins éducatifs particuliers est connu depuis longtemps. Il est immense. La seule réponse des autorités a été d'imposer, depuis 2021, les pôles inclusifs d'accompagnement localisés (PIAL). Avec ces « pôles », les AESH sont obligées de travailler avec plusieurs élèves et même sur plusieurs établissements. C'est cela que le ministère baptise hypocritement « mutualisation de l'accompagnement des élèves ».

Ainsi, derrière les beaux discours sur l'école inclusive, il y a le mépris et les mensonges du gouvernement quant à l'accompagnement des enfants, envers ceux qui les accompagnent, envers les parents et envers les enseignants qui se retrouvent dans deux tiers des cas seuls face à ces enfants qui ont besoin de plus de soutien et d'aide.



RADIO FRANCE – ANTOINE BLANADRA

AESH devant la sous-préfecture de Vienne en novembre 2025.

Quant aux conditions salariales des AESH, c'est un véritable scandale. Seulement 2 % sont à temps complet et ces temps partiels imposés font que leur salaire moyen ne dépasse pas 62 % du smic. Une proposition de loi émanant de LFI, visant à faire des AESH des fonctionnaires de catégorie B, a été adoptée par l'Assemblée nationale le 29 octobre. Mais elle doit encore poursuivre son long parcours législatif et elle est donc loin d'être acquise. Le gouvernement refuse évidemment de parler salaires et se satisfait d'avoir prévu 1 300 postes d'AESH supplémentaires dans le projet de loi de finances 2027, soit une personne seulement pour trente enfants qui en ont besoin. Une illustration de plus du fait que la vraie violence est du côté des puissants.

Thomas Baumer

Élections : c'est qui le patron ?

Le grand patronat sait ce qu'il veut : quels que soient les aléas économiques, quelle que soit la situation internationale, quelles que soient les réactions des travailleurs, le taux de profit doit être maintenu, l'argent doit rentrer.

Pour bien se faire comprendre, il convoque un par un, ou tous ensemble comme cet été, les candidats à la gestion de son monde et de ses affaires. Mardi 17 au soir, c'était donc le tour de Jean-Luc Mélenchon d'aller dîner avec la fine fleur des exploiteurs, comme Marine Le Pen l'avait fait en avril puis en octobre, et comme tous le referont en décembre.

Il y a d'abord le cadre, un restaurant des beaux quartiers avec au menu, ce soir-là, des cannoli de homard et des vins fins.

Mais, entre convives, il reste le rapport de force. Le président de la République française a certes le bouton nucléaire à sa disposition mais son levier quotidien, le budget de l'État, n'est que de 400 milliards. C'est peu pour tenir la dragée haute, si même il l'osait, à LVMH, 200 milliards de valeur boursière, TotalEnergie, 188 milliards, AXA, 100 milliards, dont les trois présidents avec dix autres PDG du CAC 40 ont écouté Mélenchon. Ces patrons parlent au nom de la grande bourgeoisie, leur classe sociale, au pouvoir depuis plusieurs siècles, intimement mêlée à l'appareil d'État, habituée à commander, de même que leurs serviteurs, de l'agent de police au chef d'état-major, sont habitués à obéir.

Le système électoral est destiné à sélectionner le personnel politique qui aura à assurer la gestion des affaires de la bourgeoisie. Les soirées dans ces restaurants de luxe constituent des épreuves obligées auxquelles ce personnel est soumis en guise d'entretien d'embauche.

Paul Galois

CNews : une pétition ne réglera pas le problème

Sans surprise, la pétition réclamant la suppression de CNews a été classée sans suite par la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale.

CNews est une chaîne d'extrême droite où les idées racistes et réactionnaires les plus infâmes, sans parler des propos antiouvriers et propatronaux les plus grossiers, sont propagées à longueur de journée. Mais cette pétition n'avait aucune chance d'aboutir. Pourtant il existe bien une plateforme des pétitions de l'Assemblée nationale créée en octobre 2020, à la suite du mouvement des gilets jaunes pour faire croire que l'État et le gouvernement étaient à leur écoute. Il faut qu'une pétition dépasse les 500 000 signatures provenant d'au moins 30 départements pour que les députés décident qu'elle sera débattue… ou pas. Celle réclamant l'interdiction de CNews avait recueilli un million de signatures. Mais elle aurait pu en recueillir dix fois plus qu'ils l'auraient classée sans suite quand même, comme dans la plupart des cas.



L'Assemblée est en effet composée en majorité de députés macronistes, de droite et d'extrême droite, qui au quotidien vomissent les travailleurs immigrés et musulmans et qui ne cessent de voter des lois pour rendre la vie encore plus dure aux sans-papiers. Avec cette politique, ils alimentent le racisme autant si ce n'est plus que les médias racistes. Autant dire que les idées de CNews, au mieux, ne les choquent pas.

Combattre les idées racistes est une nécessité pour les travailleurs car elles les affaiblissent et les divisent dans leur combat contre le grand patronat. Mais il n'y a rien à attendre de l'État, qui est le défenseur de la société capitaliste et qui, en fait, attise la haine, pour faire ce travail-là. Cela ne peut venir que de la lutte comme on le voit actuellement quand des dizaines de milliers de jeunes clament joyeusement leur refus du racisme et des discriminations.

Arnaud Louvet



Le RN et les retraites : précaires et chômeurs visés

Le 17 novembre, Marine Le Pen, entourée de Jordan Bardella et de Jean-Philippe Tanguy, présentait son projet de réforme des retraites, en vue de la présidentielle.

Le Pen, qui dénonçait en 2020 le système de retraite à points car il permettrait de livrer les cotisations au fonds d'investissement Black Rock, parle aujourd'hui d'introduire une part de capitalisation obligatoire.

Le temps où le RN défendait le départ à la retraite à 60 ans est loin. Si ses responsables parlent encore d'un départ à la retraite entre 60 et 62 ans, c'est en expliquant qu'il faudra avoir cotisé plus longtemps si on veut toucher une retraite à taux plein.

Le RN veut augmenter le *« volume de travail »* nécessaire pour valider un trimestre. Pour les travailleurs privés d'emploi, c'est la double peine. Et Bardella de préciser : *« Nous limiterons la validation de trimestres au chômage sans avoir cotisé à quatre* [trimestres] *sur l'ensemble de la carrière. »* Le nombre de trimestres validés lorsqu'on est au chômage a déjà été progressivement, et fortement, restreint. Bardella propose donc d'aller encore plus loin.

En général, les démagogues renient leurs promesses aux classes populaires après l'élection. Le Pen le fait avant, espérant ainsi plaire au grand patronat.

Aline Retesse

28 novembre : manifestons contre les violences faites aux femmes !

Le 28 novembre auront lieu les manifestations de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes.

Ces violences touchent, selon l'Organisation mondiale de la santé, près d'une femme sur trois dans le monde (chiffre de 2025), victime d'un agresseur, inconnu ou plus souvent familier. En France, pour la même année, d'après les statistiques officielles, les violences au sein du couple ont augmenté de 5 % en un an et touché 285 000 victimes dont 111 ont perdu la vie sous les coups de leur conjoint. Ces chiffres sont sous-évalués selon les organisations de défense des femmes, qui protestent contre le budget proposé par le gouvernement : 1,5 milliard d'euros, comme en 2026, pour lutter « contre les violences sexistes et sexuelles ». Ce budget insuffisant tire un trait sur l'aide indispensable, qu'il s'agisse de soutien financier ou d'hébergement.

Les femmes sont parmi les premières à supporter les conséquences néfastes, sociales et économiques, de la société capitaliste. Elles le sont encore plus quand la crise exacerbe les rapports d'exploitation, le mépris qui l'accompagne, et que les plus fragiles, les femmes, mais aussi des hommes, sont balayés pour sauver les profits.

Entièrement solidaire de leur lutte, Lutte ouvrière appelle à participer aux manifestations du samedi 28 novembre dans les différentes villes, pour lesquelles les rendez-vous seront connus ultérieurement.

Sylvie Maréchal

Espagne : grève générale pour avoir le droit de se loger

Mercredi 11 novembre a eu lieu la première journée de grève interprofessionnelle nationale depuis quatorze ans. Fin septembre, l'expulsion de Maricarmen de son logement a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

L'expulsion de la vieille dame, décédée ensuite, a cristallisé le mécontentement accumulé par des familles de plus en plus étranglées par le paiement de leur loyer ou de leur crédit immobilier. En moyenne, près de 50 % des revenus sont consacrés au paiement du loyer. Dans les grandes villes comme Madrid, la part du salaire absorbée dépasse même les 70 %. À cela s'ajoute la hausse des prix que les salaires ne suivent pas. Cette colère a débouché sur de nombreuses manifestations et des occupations de places publiques dans les villes. Le syndicat des locataires, un des principaux organisateurs du mouvement, demandait la fin de la spéculation sur les logements, l'interdiction des expulsions, la création d'un parc de logement public, une baisse des loyers ainsi qu'une augmentation des salaires et des pensions de retraite.

C'est cette colère, ainsi que la mobilisation dans les rues, qui ont contraint les syndicats majoritaires à appeler à une journée de grève générale le 11 novembre.

La journée de grève a commencé par des piquets d'information devant les entrepôts, les grandes entreprises et dans les rues. Ils étaient composés de militants des comités de grève des quartiers, de militants syndicaux, de travailleurs et d'habitants qui s'étaient regroupés localement pour préparer cette journée.

La grève semble avoir été inégalement suivie selon les territoires et les secteurs d'activité. Les syndicats font état d'une forte mobilisation dans plusieurs secteurs, notamment l'industrie automobile et agroalimentaire, les ports, le transport ferroviaire, le bâtiment, le commerce et l'hôtellerie-restauration. L'usine SEAT de Barcelone a complètement interrompu sa production dès le début de la matinée, tandis que d'autres sites ont connu une mobilisation beaucoup plus limitée. Certains secteurs, comme le ferroviaire, l'industrie de la viande et l'éducation, avaient déjà appelé à la grève pour des revendications qui leur étaient propres. Cela a donné un élan à la mobilisation et permis aux travailleurs de ces secteurs de joindre leurs revendications aux autres.

Dans de nombreuses villes, malgré des pluies torrentielles, des centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue pour faire entendre leur voix. D'importantes manifestations ont rassemblé des personnes trempées jusqu'aux os, mais heureuses de pouvoir s'arrêter de travailler le temps d'une journée, d'occuper les rues et de se retrouver pour crier leur ras-le-bol face à l'injustice.

Les socialistes et leurs alliés de la gauche radicale, au pouvoir depuis huit ans, ont accompagné la flambée des prix des loyers. Cela ne les a pas empêchés de faire le grand écart et d'essayer de récupérer à leur compte les luttes pour le logement ! Le Premier ministre socialiste Pedro Sanchez a d'abord essayé de faire passer des décrets qui, timidement, prétendaient limiter les augmentations de loyer. Après l'échec du vote des décrets au Congrès, il a convoqué des élections générales anticipées pour le 29 novembre. Enfin, toute honte bue, lui et les membres du gouvernement ont annoncé appuyer la grève du 11 novembre. Les socialistes font le calcul qu'un mouvement de colère bien encadré pourrait remobiliser leur électorat, désabusé après huit ans de pouvoir d'une gauche « progressiste » pendant lesquels les conditions de vie se sont aggravées. Il faut dire que se trouver face à la droite et à l'extrême droite ouvertement opposées au mouvement et s'affichant clairement du côté du patronat peut leur faciliter la tâche.

Il n'est cependant pas sûr que ceux qui se sont mobilisés soient dupes. C'est en effet ce même gouvernement qui a déployé des forces de police



CCOO

Manifestation à Valence, le 11 novembre.

dans tout le pays pour agresser et gazer les manifestants. Dans les cortèges, on entendait scander, à propos de la police : *« Voilà les piquets de grève du patron ! »*

Alors que les principaux partis prétendent mener le combat sur le terrain électoral avec la campagne qui commence, cette journée de grève, même si elle ne suffit pas, montre que, lorsque les travailleurs s'arrêtent, toute la société s'arrête.

Nuria Flores

Nvidia : puces, espionnage et guerre économique

Le monde de l'intelligence artificielle et les sommets politiques américains sont depuis le 8 novembre secoués par le scandale Nvidia et la démission de son patron, Jensen Huang.

Nvidia est l'une des entreprises dont la capitalisation boursière est la plus monstrueuse, 4 000 milliards de dollars avant le scandale, au cœur de la spéculation mondiale. Cette entreprise américaine fournit par millions les puces les plus performantes de la planète, celles qui équipent les milliers de data centers nécessaires aux algorithmes de l'IA. À l'inverse de bien des sociétés de l'IA, Nvidia fait des bénéfices, colossaux – 193 milliards de bénéfices, quinze fois plus que LVMH, le géant du luxe français de Bernard Arnault. Nvidia est aussi impliqué dans la plupart des entreprises de la Silicon Valley, en position de fournisseur de puces mais aussi d'investisseur, apportant une partie des capitaux dont les Anthropic et autres Meta ont besoin.

Jensen Huang, qui détient 3,6 % de sa firme, a chuté après que sa liaison extraconjugale avec Alice Huang Le, une femme d'affaires chinoise, a été révélée. Celle-ci est accusée d'espionner Nvidia pour le compte de Pékin. Ce qui est certain, c'est que Nvidia a fourni à l'entreprise d'Alice Huang Le, Megaspeed, pour plusieurs milliards de dollars d'équipements, et que cette entreprise a mis à disposition ses serveurs en Malaisie pour permettre au géant du numérique chinois Alibaba d'entraîner ses modèles d'IA. Certains aux États-Unis accusent aussi Megaspeed d'en avoir profité pour transférer en Chine des puces Nvidia sous embargo américain.

Quoi qu'il en soit, ce que révèle surtout le scandale en cours, ce sont les contradictions dans lesquelles sont embourbés l'impérialisme américain et ses trusts. Ces dernières années, les États-Unis ont multiplié les restrictions sur les exportations de haute technologie. Il s'agit pour l'impérialisme américain de conserver sa suprématie, en privant le reste de la planète des technologies les plus avancées. Mais il y a un peu plus d'un an les restrictions mises en place par Biden ont été revues à la baisse par Trump, sous la pression notamment de Nvidia et de son concurrent AMD. Nvidia considérait en particulier que ces restrictions le privaient d'accès au marché chinois, un marché majeur. Nvidia obtint de Trump le droit d'exporter une partie de ses puces, celles, moins performantes, de la génération précédente.

La démission de Jensen Huang éclabousse aussi Trump, les deux étant considérés comme proches, et Trump, qui détient pour 60 millions de dollars d'actions Nvidia, est accusé d'être au courant du profil d'Alice Huang Le depuis des mois.

Enfin, dernier aspect, beaucoup s'interrogent : ce scandale est-il susceptible de faire éclater la bulle spéculative sur l'IA ? Où est l'intelligence dans un tel système ?

Serge Benham

Turquie : l'exploitation tue

Lundi 9 novembre, dans la ville industrielle d'Aliağa, située en Turquie au nord d'Izmir, dans une usine sidérurgique du groupe multimilliardaire Habaş, la chute d'un pont roulant sur le four à arc l'a fait exploser.

Les incendies faisant suite à l'accident ont provoqué la mort de 19 travailleurs, et plusieurs autres ont été blessés. Dans cette usine où l'on travaille douze heures par jour, les conditions de travail sont très difficiles. D'après un organisme indépendant, au moins 45 accidents mortels s'y sont produits. Dans les semaines qui ont précédé l'explosion, deux ouvriers d'entreprises sous-traitantes sont morts, l'un âgé de 20 ans suite à l'éclatement d'un pneu d'un engin de chantier, l'autre après une chute de huit mètres depuis un escalier.

Figurant dans les premiers pays au monde quant aux accidents mortels au travail, la Turquie arrive aussi en tête en Europe avec un taux de mortalité au travail de 3,5 à 5 fois supérieur à la moyenne de l'Union européenne. Après 2 105 morts au travail sur toute l'année 2025, 1 930 travailleurs ont déjà perdu la vie depuis début 2026.

À la suite de la catastrophe du 9 novembre, tous les ouvriers ont été appelés à revenir travailler le lendemain dans les secteurs non touchés par l'explosion, sans que le syndicat de l'usine Türk Metal – très lié à la direction – ne s'y oppose. Le soir même, les familles et les travailleurs ont été empêchés par des policiers et gendarmes d'entrer dans l'hôpital d'Aliağa où se trouvaient des blessés, certains d'entre eux ont même été placés en garde à vue.

Si, de leur côté, onze responsables de l'entreprise ont aussi été mis en garde à vue, le patron Mehmet Rüstü Basaran a été remis en liberté sous contrôle judiciaire, avec une assignation à résidence, d'où il continue à diriger l'usine. Au moins deux procès en appel sont déjà en cours à l'encontre des dirigeants du groupe Habaş pour des accidents du travail mortels.

Avançant l'accusation habituelle de désinformation et d'entrave au bon déroulement de l'enquête, la justice a ordonné l'interdiction de toute publication contenant des informations critiques relatives à l'explosion. Mais ce nouveau cas de « massacre au travail », comme l'appellent les organisations de défense des travailleurs, a suscité une vive émotion dans le pays, au-delà même des travailleurs de l'usine. Des rassemblements de protestation ont eu lieu dans plusieurs villes, notamment Ankara et Istanbul.

Dans la nuit du 12 au 13 novembre, suite à l'interdiction faite aux travailleurs d'avoir leurs portables dans l'usine, ceux-ci ont refusé d'entrer et plusieurs dizaines se sont rassemblés pour protester devant les portes. L'un d'eux, membre de l'Union des travailleurs de l'Égée, a pris la parole pour dénoncer le fait que la production continuait depuis plusieurs jours dans certains secteurs de l'usine. Des militants de Türk Metal ont essayé de l'en empêcher mais les travailleurs l'ont



MURAT KOCABAS - AFP

Manifestation d'ouvriers de l'aciérie Habaş avec le slogan "pour un pain, une vie" le 13 novembre.

défendu et ont expulsé les syndicalistes propatronaux, en scandant *« Démission de la direction »* et *« Démission de Türk Metal »*.

Par la bouche d'un porte-parole, les ouvriers ont revendiqué que *« l'usine soit inspectée par des organismes indépendants et mise en conformité avec les normes de sécurité. D'ici là, les ouvriers doivent bénéficier d'un congé payé. La production doit être suspendue jusqu'à ce que les mesures de sécurité au travail soient mises en place. »* Il a ajouté : *« Habaş a annulé le travail de l'équipe du matin grâce à notre mobilisation ce matin, parce qu'ils ont eu peur que les équipes suivantes rejoignent la mobilisation. »* Avant que les gendarmes interviennent pour débloquer la route devant l'usine, arrêtant une vingtaine de travailleurs, le militant avait à juste titre affirmé : *« Si un groupe aussi fortuné ne dépense pas l'argent nécessaire pour la sécurité au travail, qu'il ne fasse pas fonctionner l'usine ! Allons nous-mêmes la faire fonctionner, prenons en main l'usine. »*

On ne peut mieux dire. Les travailleurs font déjà fonctionner les usines, les entreprises, ce serait à eux de les diriger.

Deniz Gül

Microsoft : le bug c'est la propriété privée

La panne mondiale de l'opérateur informatique Microsoft a bloqué des millions de personnes et des dizaines de milliers de collectivités. Selon les déclarations du groupe, tout serait dû à un « bug » s'étant immiscé en juillet dans les systèmes informatiques de l'entreprise lors d'une mise à jour.

Les conséquences ne sont apparues qu'à retardement jeudi 12 novembre, à l'occasion d'une manipulation massive de données. Alors, les serveurs de messagerie Outlook, le logiciel de Microsoft utilisé pour lire des emails, ont été hors d'état dans au moins 74 pays. Et d'autres outils informatiques de cette entreprise ont également été inutilisables : le logiciel de visioconférence Teams, celui de stockage de données OneDrive et la suite bureautique Microsoft 365.

Les pannes se sont étendues d'est en ouest à partir du 12 au matin, avec le soleil et l'heure de réveil. Les blocages ont d'abord été constatés en Nouvelle-Zélande et au Japon, plus tard en Europe, enfin en Amérique. Les particuliers en ont été victimes mais aussi des entreprises, des banques, des administrations, des hôpitaux.

Ceux qui y ont échappé parce qu'ils avaient un vieux matériel informatique… ou pas de matériel informatique du tout ont dû sourire devant cette paralysie mondiale. Le colosse Microsoft avait visiblement des pieds d'argile ! On a aussi entendu des responsables politiques profiter de l'occasion pour vanter la nécessité d'une « indépendance nationale » en dénonçant la domination des géants de la « tech » américaine. Mais ce qui est en cause ici, ce n'est ni la technologie moderne en elle-même ni un problème de frontières qu'il faudrait rétablir. La source du problème, c'est la propriété privée des moyens de production.

Que des centaines de milliers de personnes travaillent conjointement à une échelle internationale pour offrir des services informatiques à des dizaines voire des centaines de millions d'autres, n'est pas un problème. Au contraire, c'est une source potentielle de progrès considérables.

Mais la planification économique des grands trusts n'est pas conçue pour répondre aux besoins généraux mais aux leurs propres, en concurrence les uns avec les autres et pour le seul profit immédiat. Au point, comme on l'a vu avec Microsoft, que leur taille devient en elle-même un obstacle au développement humain.

Et puis, pour ces trusts, comme pour toutes les entreprises capitalistes, anticiper et prendre en compte les effets des futures pannes sont des faux frais, qui ne rapportent rien. Alors, s'ils prévoient quelque chose « au cas où », c'est avec les financements minimum. Les trusts gigantesques et leur planification de la production à grande échelle ne rendent pas l'économie capitaliste moins concurrentielle et chaotique. Par contre, ils donnent aux problèmes que l'économie capitaliste engendre une dimension gigantesque.

Pierre Royan



BBC

En rouge, les pays touchés par la panne de Microsoft (Outlook - Teams).

Ukraine-Russie : la paix selon Trump, Poutine, Macron…

Les pourparlers à Abou Dhabi entre Russes et Ukrainiens sous l'égide des États-Unis, qui étaient censés faire avancer la paix en Ukraine, ont duré deux jours. Ils se sont conclus sans déboucher sur rien de tangible.

Certes, il a été convenu d'un échange de prisonniers, mais pas même d'une trêve énergétique, comme le réclamait Zelensky, le président ukrainien. Au contraire, dès le lendemain, les frappes russes, mais aussi ukrainiennes, reprenaient sur les villes et les infrastructures énergétiques des deux pays. Autant dire sur des populations civiles qui avancent dans les rigueurs de l'hiver continental avec encore moins de moyens de se chauffer et de s'éclairer.

Trump avait affirmé, pour l'ouverture des discussions, qu'un « accord majeur » avec Moscou était en préparation, couvrant « plus que l'Ukraine » et pouvant « englober toute l'Europe ». Après avoir essuyé une claque aux élections de mi-mandat, Trump en rajoutait dans l'emphase et la mise en scène de son rôle de négociateur international.

Mais, quelques jours plus tard, Zelensky a annoncé : *« Les Américains ont soulevé une question : "Et si l'Ukraine rejoignait l'OTAN ? L'Ukraine se retirerait-elle du Donbass ?" C'était la première fois que cette question était posée. »* Et le président ukrainien d'ajouter que, si l'OTAN et l'Union européenne lui offraient les garanties de sécurité qu'il juge nécessaires, *« alors je demanderai* – par référendum – *à la société ukrainienne ce qu'elle en pense »*.

Il serait vain de supputer ce que les uns et les autres se sont dit à Abou Dhabi, dans les réunions et dans les coulisses, lors des voyages préparant la rencontre ou qui l'ont suivie. Et de quelles garanties de sécurité de l'OTAN pourrait-il s'agir, sachant que, précisément, les États-Unis veulent réduire la taille et les dépenses de l'OTAN en Europe !

Dans la foulée du sommet d'Abou Dhabi, Zelensky a entrepris une tournée de ses soutiens en Europe. À sa demande que les États européens lui renvoient les réfugiés ukrainiens en situation de porter les armes, son hôte, le président de l'Irlande, a répondu par un « non » catégorique. D'autres, Macron, Merz, ont préféré ne pas répondre. En effet, quand bien même ils assurent l'Ukraine d'un soutien sans faille, ils ne sont pas mécontents qu'elle doive servir de fournisseur de matières premières et de main-d'œuvre bon marché à leurs entreprises. On a là un avant-goût du sort que les puissances grandes et moyennes de l'UE lui réservent après la guerre, en cas de paix. En même temps, de nombreux membres de l'UE commencent à se lasser de la présence sur leur sol de réfugiés ukrainiens. De même que l'UE en tant que telle, ils ont réduit les protections qu'ils leur avaient accordées ces dernières années. Et ils n'hésitent pas parfois à les montrer du doigt, à la fois pour flatter la fraction la plus xénophobe de leur population et pour diviser un peu plus leurs couches travailleuses.

Cela n'empêche pas les pays de l'UE de se féliciter : tenus à l'écart des pourparlers d'Abou Dhabi, Trump et Poutine seraient d'accord pour les associer au prochain épisode diplomatique. Washington et Moscou, qui semblent s'être entendus sur un plan de paix à leur convenance, ont intérêt à désamorcer la volonté d'opposition des principaux États européens. Leur participation pourrait pousser un peu plus Zelensky à accepter ce plan, même s'il est à son désavantage. La « coalition des volontaires » de l'UE pour l'Ukraine est d'ailleurs fort disparate, regroupant autant d'alliés que de rivaux.



OLEKSANDR GIMANOV / AFP

Après un bombardement russe à Chornomorsk, le 15 novembre.

Le principal représentant russe aux négociations a présenté leur enjeu à la télévision comme ayant pour *« objet principal »* la création d'un *« système de sécurité en Europe »* qui serait un nouveau *« Yalta et Potsdam »*. Le régime poutinien et son chef pourraient ainsi prendre la posture du vainqueur de la guerre. Mais cela ne saurait masquer que cela correspond aussi, sinon surtout, aux visées de l'impérialisme américain. Déjà grand vainqueur de ce conflit, il voudrait à la fois reprendre les affaires avec la Russie dans un climat pacifié, mais aussi réintroduire plus étroitement le Kremlin dans son système de maintien de l'ordre mondial. Ainsi, les États-Unis pourraient se dégager militairement de l'Europe, un objectif politique de Washington depuis bien avant Trump, qui permettrait de concentrer leurs forces sur d'autres théâtres d'affrontements possibles, face à la Chine par exemple.

Pierre Laffitte

Union européenne : accord honteux contre les migrants

Réunis à Vienne, les dirigeants de cinq pays européens, l'Allemagne, l'Autriche, le Danemark, la Grèce et les Pays-Bas ont annoncé, lundi 16 novembre, leur intention d'expulser vers le Rwanda des migrants, en particulier ceux déboutés du droit d'asile.

Cette ignominie découle d'une nouvelle réglementation de l'Union européenne, adoptée en octobre, prévoyant la création de « hubs de retour ». L'expression est en soi une imposture, puisqu'il ne s'agit même pas de renvoyer des migrants dans leur pays d'origine, mais de les déporter dans un autre, en l'occurrence le Rwanda, où ils n'ont aucune attache, dont ils ne parlent pas la langue et où le taux de chômage est particulièrement élevé. Des discussions sont aussi en cours avec l'Ouganda et l'Ouzbékistan pour y installer des centres similaires.

Les signataires prétendent faire preuve d'humanité en précisant que *« les migrants auraient la possibilité de rester et de s'intégrer pleinement* [...], *notamment en accédant au marché du travail »* et se verront proposer un titre de séjour. C'est précisément ce qui leur est systématiquement refusé dans une Europe prétendument démocratique qu'ils ont atteinte au péril de leur vie.

La nouvelle réglementation européenne est présentée comme « une étape clé dans la nouvelle politique migratoire » puisqu'elle s'affranchit même des règles hypocrites du droit international et met en place une procédure inédite d'expulsion extra-européenne. C'est l'aveu cynique que le patronat des pays impérialistes peut, selon ses besoins, embaucher des migrants, ou les exiler n'importe où sur la planète.

Quelle que soit la réalité de son application – pour l'instant destinée à un centre d'une centaine de migrants – cette annonce participe de la surenchère dans la démagogie xénophobe. Il s'agit surtout pour ces politiciens bourgeois de concurrencer l'extrême droite, qui progresse électoralement. Pour cela ils renient l'humanisme le plus élémentaire.

Christian Bernac



UNHCR

Des migrants secourus au large de la Libye.

Loi logement : “changer la vie”… en pire

La nouvelle loi sur le logement examinée à l’Assemblée nationale est censée selon ses promoteurs « changer la vie » de tous ceux qui peinent à se loger. Elle se réduit en fait à des avantages pour les propriétaires et permet en outre une dégradation des conditions d’habitation.

Le logement est devenu l’une des principales préoccupations des travailleurs. Les logements HLM aux loyers plus abordables sont en nombre bien insuffisant. Saint-Denis, une ville populaire de près de 150 000 habitants en banlieue parisienne recense 45 300 demandes par an pour 3 000 attributions. Obligées de se loger dans le parc privé, les familles populaires y laissent jusqu’à 39 % de leurs revenus. La loi du marché qui régit le secteur aboutit à étrangler financièrement tous ceux qui cherchent simplement à avoir un toit.

Pour augmenter le nombre de logements, la loi prévoit de remettre sur le marché les passoires thermiques qui ne pouvaient plus être louées depuis 2023. Les propriétaires pourront ainsi proposer les logements classés F ou G au diagnostic de performance énergétique (DPE), considérés aujourd’hui comme indécents. Un amendement voté depuis à l’initiative du RN supprime toutes les restrictions que le texte prévoyait de maintenir. Un nouveau mode de calcul du DPE, plus souple, permettra en outre de sortir, sans aucuns travaux, 300 000 résidences de leur statut de passoire. À l’heure où bien des familles populaires ne chauffent pas toutes les pièces et multiplient les couches de vêtements pour économiser, c’est proprement indécent.

Une amélioration des avantages fiscaux dont jouissent ceux qui achètent pour louer en acceptant des plafonds de loyer pendant au moins neuf ans est prévue. C’est le dispositif Jeanbrun du nom de l’actuel ministre du logement. Mais ce genre de mesure n’a jamais rien amélioré, si ce n’est la trésorerie des bailleurs qui après neuf ans récupèrent leur logement et le louent au prix qu’ils désirent.



Tant que la loi du marché régit le logement, il représente un problème insoluble pour les familles populaires.

Daniel Mescla

Rennes : les sans-papiers mobilisés

Samedi 14 novembre, les migrants du campement du parc de Beauregard, qui se battent depuis des mois pour des papiers et un hébergement, ont rejoint la manifestation.


LE TÉLÉGRAMME/ERWAN MILOUX

Le campement de migrants dans le parc de Beauregard à Rennes.

Le cortège de plusieurs milliers de personnes s’est arrêté devant le conseil départemental – qui refuse de reconnaître la minorité des enfants pour économiser leur prise en charge – puis a rejoint la préfecture. C’était l’occasion d’interpeller l’État et ses représentants, qui durcissent les conditions d’accueil, refusent de renouveler les titres de séjour et d’héberger les migrants en attente d’une autorisation de travail.

Après avoir trouvé refuge dans des centres sociaux ou des maisons de quartier, plusieurs centaines de migrants ont installé début 2026 un campement dans le parc de Beauregard, avec le soutien de l’association Utopia56. Alors que durant la campagne électorale la maire socialiste de Rennes, installait des fontaines à eau un peu partout, jusque dans les stations de métro, elle rechignait à procurer de l’eau potable aux migrants.

Après l’été, plusieurs manifestations ont interpellé l’État et les collectivités, avec le soutien de riverains solidaires. Les dirigeants socialistes du département d’Ille-et-Vilaine multiplient les obstacles en toute mauvaise foi. D’ailleurs en 2026, à Rennes, 90 % des recours ont conduit à la reconnaissance par les tribunaux de la minorité des enfants considérés comme majeurs par le département, qui est normalement chargé de la protection de l’enfance.

Avant la tempête Austen, 170 personnes campaient dans ce parc, dont plusieurs dizaines d’enfants, qui devaient faire leurs devoirs chaque soir dans le froid et l’obscurité. Alors que le 22 octobre, la mairie fermait les parcs et appelait à la vigilance, rien n’était prévu pour les migrants vivant sous des tentes. Ils se sont finalement réfugiés dans un gymnase proche ouvert par Utopia56, pendant que le campement était ravagé.

Beaucoup de jeunes ont découvert au cours du mouvement actuel le vrai visage de la police et de l’État, et la violence que les migrants subissent quotidiennement. Samedi 14 novembre, devant la préfecture, Awa Gueye, la sœur de Babacar tué il y a 11 ans de 5 balles par la police à 27 ans, disait : *« La police tue aux frontières, dans les prisons, en garde à vue, la police viole, elle utilise des armes et des gaz contre des enfants, c’est qui les racailles ? »*

Correspondant LO

France-Afghanistan : les réfugiés livrés aux talibans ?

À l’instar d’autres pays européens comme l’Allemagne ou la Norvège, le gouvernement français, qui avait rompu les relations diplomatiques avec l’Afghanistan depuis le retour au pouvoir des talibans en 2021, a renoué avec leur régime.

Selon une information révélée par plusieurs journaux dont *le Canard Enchaîné* début novembre, le gouvernement serait prêt à accueillir une délégation diplomatique dans les locaux de l’ambassade d’Afghanistan à Paris jusque-là occupés par les représentants de l’ancien régime. Il a parlé de *« discussions techniques »* avec les talibans afghans. Ce sont en réalité de sordides marchandages visant à échanger un rétablissement du dialogue avec le régime des talibans contre des expulsions d’Afghans en situation irrégulière.

La position officielle de la France était jusque-là de lier la normalisation des relations diplomatiques avec les talibans au respect des droits des femmes. En Afghanistan, les quelques espaces de liberté qu’une partie des femmes avaient pu conquérir avant 2021 ont en effet été rapidement supprimés. Les femmes ont disparu des rues, elles sont interdites d’école et de travail, n’ont même plus le droit de chanter ou de parler en public et même dans la sphère privée. Mais leur sort n’a guère pesé dans la décision de l’Élysée et du gouvernement Lecornu.

Des centaines d’Afghans qui ont fui la répression et, pour les femmes, l’enfermement, seraient donc désormais susceptibles d’être expulsés et d’être ainsi livrés à la dictature qu’ils ont fuie. Le ministre des Affaires étrangères n’en continue pas moins d’affirmer que ce dialogue *« ne remet pas en question la position française sur l’Afghanistan »*. On ne peut être plus hypocrite et plus cynique.

Les pauvres, qui fuient la misère, les dictatures ou les guerres, sont ainsi face à une politique de plus en plus répressive menée par les dirigeants des pays européens tels que la France.

Aline Retesse

Salon du “made in France” : la foire aux candidats

Le salon du « made in France » a attiré 100 000 visiteurs du 12 au 15 novembre, dont bon nombre de candidats à la présidentielle 2027. Jean-Luc Mélenchon, Marine Le Pen, Gabriel Attal, Teddy Riner, Éric Zemmour et d'autres : les aspirants au fauteuil présidentiel se sont bousculés à son portillon.

Tous ont surenchéri sur la défense des entreprises françaises et du « made in France », les présentant comme synonymes d'un intérêt commun à tous les Français. Leurs propos se sont multipliés sans que l'on en distingue bien l'auteur : *« protection avec des droits de douane importants de l'ordre [...] de 100 % pour le textile »*, Zemmour ; *« recréer une filière du textile française »*, Mélenchon ; *« priorité nationale dans la commande publique »*, Le Pen.

Derrière ces discours se cache une même tentative de nous faire croire qu'on serait tous dans le même bateau. En réalité, il y a un gouffre béant entre les jeunes qui dénoncent aujourd'hui le manque de moyens dans l'éducation et l'absence d'avenir, les travailleurs dont les salaires ne permettent pas de boucler les fins de mois, les retraités qui survivent avec une pension de misère d'un côté, et les capitalistes du CAC 40, bien français, qui ont empoché 107 milliards d'euros de dividendes en 2025, de l'autre ! Qu'y a-t-il en effet de commun entre les ouvriers qui fabriquent les voitures de Stellantis et la famille Peugeot qui encaisse des milliards grâce à leur travail tout en fermant les usines de Douvrin et Poissy ? Entre les travailleurs des raffineries dont les salaires stagnent et TotalEnergies qui annonce près de 18 milliards de profits en neuf mois ?

Si l'image du bateau vaut quelque chose, elle illustre le fait que l'écrasante majorité de la population trime dans les soutes pour le faire avancer, tandis qu'une poignée de privilégiés se dorent la pilule sur le pont supérieur.

L'étiquette « made in France » est d'ailleurs une absurdité économique tout autant qu'un piège politique destiné à enchaîner les travailleurs derrière leurs exploiteurs nationaux. Pas une voiture, pas un téléphone, pas un appareil électroménager ne pourrait être fabriqué sans la mise en commun des ressources et du travail du monde entier. Même le célèbre jouet Sophie la girafe, labellisé « made in France », fait actuellement l'objet d'une enquête pénale pour « tromperie ».

C'est dire si tous ceux qui défendent l'existence d'un



prétendu « intérêt national » au nom duquel lequel les travailleurs devraient accepter de se faire exploiter en silence participent à une « tromperie » politique générale.

Marlène Stanis

Guyane : sécheresse et sous-développement

Si les spécialistes du climat et les habitants de Guyane savent que la sécheresse à cette période de l'année est habituelle, en ce moment, des records de chaleur sont battus du fait du phénomène El Niño. Mais cela n'explique qu'une partie des problèmes auxquels les populations sont confrontées ces jours-ci.

Le déficit pluviométrique annoncé pour ce mois d'octobre est de 69 %, ce qui entraîne des niveaux particulièrement bas des fleuves, voies vitales de communication. Cela a obligé la préfecture à déclencher le plan ORSEC pour venir en aide aux habitants des communes isolées des fleuves Maroni et Oyapock. Ainsi, l'armée va acheminer par avions-cargos les denrées alimentaires et le carburant pour les centrales thermiques d'EDF qui alimentent ces communes. Enfin, quatre hélicoptères ont été utilisés pour le transport de 49 élèves et de leurs enseignants vers Trois-Sauts, dimanche 1er novembre, afin qu'ils effectuent leur rentrée scolaire.

Certes, les communes situées le long des fleuves sont particulièrement vulnérables face à cette crise. En temps normal déjà, leur isolement pèse au quotidien. Dès qu'il y a la moindre coupure d'électricité ou d'Internet, ce qui est fréquent, ces villes et villages se retrouvent coupés du reste du territoire. En effet, en l'absence de routes, les pirogues sont le seul moyen de transport.

En temps normal, les produits de consommation sont déjà plus chers dans ces communes que sur le littoral. Mais la sécheresse rend la circulation des pirogues plus difficile, entraînant une flambée des prix des produits de première nécessité. Ainsi, le sac de riz de 25 kg, qui coûte habituellement entre 30 et 35 euros, atteint aujourd'hui 50 euros. Et bien d'autres produits connaissent des hausses similaires.

Par la voix du directeur de cabinet du préfet, l'État assure surveiller la situation, mais ces contrôles ne feront pas baisser les prix, et ni le préfet ni le gouvernement ne veulent s'attaquer à ceux qui profitent de la crise pour s'enrichir.

La sécheresse a également des conséquences sur l'ensemble du territoire. Comme cela a été le cas dans la métropole l'été dernier, les incendies sont nombreux ces jours-ci en Guyane, notamment dans les savanes entre Cayenne, Kourou et Sinnamary. L'odeur de bois brûlé se sent dans l'atmosphère. Au mois d'octobre, plus d'une centaine de feux se sont déclarés. En sous-effectif, les pompiers peinent à faire face. Certains incendies qui se déclarent en bord de route sont difficiles à maîtriser, au point que la circulation peut être interrompue pendant plusieurs heures sur la route nationale reliant les principales communes.

Autre problème à Saint-Laurent-du-Maroni : l'eau du robinet est de plus en plus salée, à mesure que le niveau du fleuve baisse. Et même si les autorités expliquent que l'eau est potable, comment leur faire confiance ? L'année dernière elles ont chanté la même chanson, avant d'interdire la consommation d'eau du robinet...

Enfin, la sécheresse fait peser une menace sur l'approvisionnement en électricité. Si le niveau de l'eau du barrage de Petit-Saut, qui fournit 70 % de l'électricité de la Guyane, devenait trop bas, des coupures pourraient survenir. Pour l'instant, la direction d'EDF et les autorités se veulent rassurantes. Mais comment les croire, quand on sait qu'elles ont l'habitude de minimiser les problèmes ?

Cette sécheresse fait apparaître au grand jour le sous-développement de la Guyane. L'isolement des communes de l'intérieur aurait pu être surmonté depuis longtemps si l'État avait consacré à leur désenclavement autant de moyens qu'à la construction de la base spatiale de Kourou. Les ravitaillements par avions-cargos évoquent les situations d'urgence des pays les plus pauvres, alors qu'ils se déroulent au pays d'Ariane 6, un des fleurons de la technologie mondiale. Les fusées décollent à proximité des bidonvilles et, aujourd'hui, au-dessus de savanes ravagées par les incendies, de fleuves asséchés et de populations presque coupées du monde.

Jacques Lequai

CAPTURE INSTAGRAM



Le transport par pirogue compromis par la sécheresse entre Saint-Laurent-du-Maroni et Maripasoula en Guyane.

Secan – Gennevilliers : les grévistes s'adressent aux travailleurs de Dassault

Une grande partie des 188 travailleurs de la Secan à Gennevilliers, en région parisienne, sont en grève depuis le 28 septembre. L'entreprise fabrique des échangeurs thermiques pour l'aéronautique dont beaucoup partent chez Dassault, en particulier à l'usine de Cergy.

La Secan était en redressement judiciaire depuis l'été. Parmi les différentes possibilités de reprise, c'est finalement le groupe familial Frégate qui a été choisi, précisément celui qui annonçait les conditions de reprises les plus difficiles pour les travailleurs. C'est aussi celui que préférait Dassault, comme Trappier, son PDG, qui est aussi le responsable du syndicat patronal de la métallurgie, l'a fait savoir au tribunal.

Les grévistes s'opposent aux licenciements de 27 salariés, dont des responsables syndicaux, ainsi qu'à la perte de nombreux droits : certaines pauses et le temps d'habillage ne sont plus payés, la cotisation à la mutuelle est plus chère, il n'y a plus de tickets restaurants et dans quelques mois, tous les accords d'entreprises un peu plus favorables que les minimums légaux disparaîtront. Ces reculs ne passent pas.

Pour tenter un coup de pression, la direction a demandé l'intervention de la police pour expulser de l'entreprise le délégué syndical CGT et la secrétaire du CSE, au motif qu'ils étaient sur la liste des 27 et seraient bientôt licenciés. Mais l'intimidation ne met pas fin à la mobilisation.

L'arrêt de la production se fait sentir chez les clients. Ainsi Dassault se prépare à envoyer sur son site d'assemblage final à Bordeaux des tronçons d'avion montés à Cergy sans les radiateurs de la Secan. Lundi 16 novembre, plusieurs dizaines de travailleurs de la Secan se sont d'ailleurs rendus sur le site de Dassault à Cergy pour y informer les travailleurs de ce que Dassault, leur donneur d'ordre, voudrait leur imposer en soutenant ce repreneur.



LO

On comprend mieux ce que Trappier envisage quand il déclare dans la presse : *« rabaisser le coût du travail pour permettre plus de travail »*, ce qui signifie des licenciements, des baisses de salaire, et l'augmentation de la charge de travail pour les salariés restants.

Les travailleurs de la Secan ont bien raison de s'adresser aux travailleurs de Dassault. Le recours aux prestataires et à la sous-traitance divise, mais c'est l'ensemble des travailleurs qui sont visés et c'est bien tous ensemble qu'il faut se défendre.

Correspondant LO

Ferme de la Motte – Talcy : un bio exploiteur

La ferme de la Motte à Talcy, dans le Loir-et-Cher, peut paraître un modèle de réussite pour une entreprise agricole familiale.

Créée par deux frères, agriculteurs céréaliers, à la fin des années 1960, la PME avait quinze salariés dix ans plus tard. Cette ferme, située dans la Beauce, a développé des activités industrielles avec ses usines de tri et de conditionnement et elle compte maintenant 900 hectares de terres. Ce développement date essentiellement du passage à l'agriculture biologique d'une partie des terres, largement arrosé de subventions publiques. Les agriculteurs ont perçu la CAB, prime de « conversion à l'agriculture biologique », qui rapporte actuellement 450 euros par hectare et par an, à laquelle se sont ajoutées les aides européennes de la PAC et des aides locales ou régionales. Les patrons de la ferme ont ainsi pu faire construire une usine de 3 000 m² au début des années 2000 et convertir encore 80 ha en bio dans la foulée. Quinze ans plus tard, une deuxième usine presque aussi grande, destinée au conditionnement des pommes de terre bio sortait de terre.

La SARL « ferme de la Motte » emploie aujourd'hui plusieurs centaines de travailleurs permanents et saisonniers, la plupart payés au smic. Beaucoup font des dizaines de kilomètres pour venir de Blois ou d'ailleurs, se lèvent aux aurores pour embaucher à 6 heures ou avant. Les prix du carburant plombent des salaires déjà trop faibles. C'est le travail dur et mal payé de ces centaines d'ouvriers et d'ouvrières de toutes nationalités qui alimente les profits de cette famille.

Dans les usines des cinq frères et cousins aujourd'hui à la tête de l'entreprise, il y a des caméras partout, et des mouchards en chair et en os sont là pour surveiller et faire taire ceux qui pourraient rechigner aux cadences, critiquer l'organisation du travail, voire les patrons. Ceux-ci n'ont pas hésité à supprimer une prime et à baisser le salaire d'une travailleuse qui s'était plainte.

Le jour où ces travailleurs trouveront le chemin de l'organisation en se regroupant pour la lutte, les « caméras vivantes » et leurs patrons devront faire profil bas et le tiroir-caisse devra s'ouvrir pour augmenter tous les salaires.

Correspondant LO



NR BERNARD FAUQUEMBERGUE

Désherbage dans un champ d'oignons de la ferme de la Motte en 2014.

BHV Marais – Paris : grand bazar capitaliste

Lundi 9 novembre, en arrivant au travail, les 660 salariés du BHV Marais ne se doutaient pas qu'ils seraient brutalement priés de rentrer chez eux, alors que le magasin ferme habituellement à 19 heures. Depuis les portes sont restées fermées.

Mardi 10 novembre, la direction avait pourtant annoncé la réouverture du magasin pour 13 puis 15 heures. Des salariés s'étaient déplacés. Ils sont repartis sans information sur la suite, au point qu'ils sont même en droit de se demander s'ils toucheront leur salaire à la fin du mois.

Cela fait des mois, en effet, que les patrons du BHV Marais, qui se positionne comme un magasin de luxe à l'instar des Galeries Lafayette ou du Printemps, multiplient les impayés vis-à-vis de leurs nombreux fournisseurs. Que ce soit à l'encontre des marques exposantes ou des prestataires de services qui assurent le nettoyage, la maintenance des escalators ou l'entretien technique des bâtiments, la pratique de repousser le règlement des factures le plus tard possible était systématique. Même les loyers et les assurances n'étaient plus totalement couverts. Le 27 octobre dernier, le magasin a été mis en redressement judiciaire.

On nous explique aujourd'hui que le BHV croûle sous les dettes, plus de 120 millions d'euros pour 1,5 million seulement de trésorerie. Mais Frédéric Merlin, le patron de la SGM, la société qui exploite le magasin, est à la tête d'une fortune de plus de 600 millions d'euros.

Il y a peu encore, il se vantait sur les plateaux télé complaisants d'avoir réussi de 2018 à 2023 à faire revenir des enseignes dans onze centres commerciaux en difficulté de villes moyennes qu'il avait rachetés avant de se lancer à l'assaut de Paris et de reprendre l'exploitation commerciale du BHV. Aujourd'hui, plus de 60 procédures ont été engagées par des fournisseurs rien que pour le BHV. Les marques, de plus en plus nombreuses, ont déserté le magasin.

Celui que les medias nomment aujourd'hui "Merlin le désenchanteur", après l'avoir encensé comme l'exemple d'une réussite fulgurante, se révèle être un simple affairiste.

Philippe Logier

Paprec – Calais : une vie broyée par le capital

Le 11 novembre, à Calais, un ouvrier est mort dans une usine de la société de recyclage de déchets Paprec. En trois ans, trois travailleurs sont morts dans les usines du groupe, et d'autres ont été victimes d'accidents graves.

Lors d'une opération de maintenance, ce travailleur de 44 ans a fait une chute et a été broyé dans un tube de fermentation qui trie les déchets entre la matière sèche et la matière biodégradable.

Le groupe Paprec, deuxième du secteur après Veolia, a déjà été condamné plusieurs fois à la suite d'accidents graves ou mortels. Le 8 avril 2022, sur le site de Lansargues dans l'Hérault, un travailleur intérimaire de 22 ans est devenu invalide après avoir été happé par une machine de tri. La mère du travailleur accidenté a expliqué ensuite que *« malgré toutes les erreurs qui ont conduit à l'accident, Paprec n'a rien fait »*, le mot d'ordre, c'est *« le rendement. Il faut que les machines tournent quoi qu'il en coûte »*. Quinze mois plus tard, le 26 juillet 2023, sur un site voisin à Nîmes, un travailleur de 21 ans qui travaillait sur le même type de machine est mort. En CDI depuis quelques semaines, il devait pénétrer dans un caisson de la machine de tri pour extraire les déchets bloqués. Ne se sentant pas en sécurité, il avait fait part à ses parents de son envie de démissionner.

L'inspection du travail a relevé 79 non-conformités *« dont certaines d'une particulière gravité pouvant conduire à l'accident grave ou mortel »* parmi lesquelles l'absence d'un dispositif de verrouillage quand un salarié travaille à l'intérieur de la machine qui n'est pas dans le champ de vision du conducteur de la ligne de tri. *« Ils n'apprennent pas de leurs erreurs. Il en faudra combien ? »*, s'indignait alors la mère de la nouvelle victime. En réalité non seulement ils ne veulent pas apprendre, mais personne ne cherche à leur imposer de respecter les règles de sécurité. Le 23 mai 2025, c'était au tour du responsable logistique du centre de tri de Nîmes, 61 ans, d'être écrasé par un ballot de déchets de plusieurs centaines de kilos. L'audience du procès contre Paprec pour cet accident mortel devait avoir lieu le 12 mai dernier, mais elle a été reportée au 8 décembre prochain. Parmi les soutiens de la victime figurent l'employé gravement blessé en 2022 et la famille de celui décédé à Nîmes l'année suivante qui a déclaré : *« En gagnant du temps, ils espèrent nous fatiguer. Mais ce qu'ils ne savent pas c'est que cela renforce notre colère et notre désir que tout le monde sache qui ils sont vraiment. »*



DELTA FM.

Dans le site de Paprec à Calais

La société Paprec, qui annonce trois milliards d'euros de chiffre d'affaires et 18 000 employés dans le monde, appartient majoritairement à la famille Petithuguenin, devenue 159e fortune en France. Au fil des ans, sa promesse de forte rentabilité a attiré dans son capital un fonds d'investissement, la BNP, la banque publique d'investissement et tout dernièrement le Crédit agricole. Avec deux morts chaque jour par accident au travail rien qu'en France, c'est bien le capitalisme dans son ensemble qui a le sang des travailleurs sur les mains.

Jean Sanday

Lactalis – Cuincy : les grévistes face au patron et à la justice

À Cuincy près de Douai, dans le Nord, 80 % des travailleurs de l'usine Lactalis, qui emploie 300 ouvriers, sont en grève pour des augmentations de salaires.

L'usine fabrique des yaourts. 60 % de Lactalis appartiennent à la famille Besnier et 40 % à la multinationale Nestlé.

Même si les augmentations de salaire demandées n'étaient pas chiffrées, il était clair que tout le monde voulait de l'argent. Et Besnier a de l'argent : une fortune de plus de 14 milliards. Mais pas question de céder le moindre sou…

Aux piquets de grève les salariés se sont relayés jour et nuit malgré le froid, au point que le patron pouvait craindre que la grève s'installe dans la durée. Les cadres rentraient dans l'usine mais pas assez nombreux pour assurer la production. Les délégués de la CGT qui menaient la grève étaient confiants sur l'ouverture de négociations car ils se référaient aux grèves des années passées lors desquelles une médiation avait été mise en place.

Mais les temps changent : après six jours de grève, le 11 novembre, le patron a assigné les délégués en justice. Le lendemain, le juge des référés ordonnait l'expulsion du piquet de grève, une amende de 1 000 euros pour trois syndicalistes CGT et 1 500 euros d'amende pour le syndicat. Accusant le coup, beaucoup de salariés disent qu'ils vont reprendre le travail. Mais plus que la déception, c'est la colère qui domine, et aussi la fierté d'avoir montré le chemin aux salariés des autres entreprises, car tous sont bien conscients qu'on ne s'en sort plus.



LO

La manifestation du 17 novembre n'a pas eu lieu à Douai, mais devant l'usine en grève. Un peu plus de 200 manifestants, des salariés d'autres usines et des jeunes, se sont déplacés pour affirmer leur solidarité. C'était aussi l'occasion d'annoncer les soutiens financiers aux grévistes : 15 000 euros rassemblés en quelques jours.

Correspondant LO

Synergie Propreté – Fourmies : la paye et l'embauche !

À Fourmies, dans le Nord, 15 salariés de la société Synergie Propreté ont appris brutalement par mail vendredi 13 novembre que leur salaire d'octobre ne serait pas payé, que l'entreprise était en cessation de paiement et passerait au tribunal de commerce le 19 novembre.

Toutes et tous survivent déjà au jour le jour avec des salaires bien trop bas. Les conséquences de ce retard de salaire sont immédiates : l'un a vu le prélèvement de son loyer rejeté, une autre a renoncé à faire ses courses le week-end, une troisième a mis ses derniers euros dans l'essence du scooter de son mari pour qu'il puisse aller au travail.

Inquiets et en colère, douze d'entre eux, accompagnés par la conseillère municipale de Lutte ouvrière, ont été reçus à l'hôtel de ville par un secrétaire de mairie, lundi 16 novembre. Celui-ci leur a expliqué que ce n'était pas la mairie qui payait leur salaire, que la qualité de leur travail n'était pas du tout en cause. La mairie a bien un retard de paiement de 107 000 euros vis-à-vis de Synergie, mais elle s'engage à en payer 80 000… après le jugement du tribunal de commerce.

Tous travaillent en fait pour la commune. La sous-traitance est l'occasion pour la municipalité de Fourmies de faire des économies et de prétendre n'avoir aucune responsabilité quant à la situation des travailleurs. Mais les 107 000 euros correspondent au paiement de leur travail. L'urgence, ce n'est pas de le verser au patron. Personne ne peut dire ce qu'il en ferait, et sa priorité n'est manifestement pas de payer les salaires. L'urgence, c'est que les travailleurs touchent leur dû. Il faut donc que la mairie paye directement le salaire d'octobre, d'une façon ou d'une autre, et embauche les quinze ouvriers pour faire le travail qu'ils connaissent et qui, de plus, est indispensable.

Les travailleurs ne comptent pas en rester là. D'autant plus que la société Synergie Propreté regroupe plus de 1 000 salariés qui doivent tous être dans une situation similaire.

Correspondant LO

Renault-Alpine – Guyancourt : luxe et précarité

Lundi 9 novembre, en début de soirée, les 400 prestataires d'Alpine, une filiale de Renault, ont appris par email de leur société de prestation que toutes les missions allaient prendre fin le 9 décembre 2026.

Alpine compte 600 travailleurs, ingénieurs et techniciens, dont 400 ingénieurs prestataires. Dans certains services, plus de 80 % de l'effectif est constitué de prestataires.

Par le passé, les voitures Alpine étaient conçues au Technocentre Renault de Guyancourt et les équipes Alpine apportaient quelques modifications sur les moteurs, travaillaient la finition et ajoutaient le logo Alpine. Cela permettait de la vendre plus cher. Mais depuis 2024, la direction du groupe a exigé de sa filiale qu'elle développe son propre véhicule. L'idée était de mettre en concurrence les équipes Renault et Alpine pour réduire les budgets de développement. Non seulement les effectifs ont été réduits drastiquement, mais la direction a décidé de supprimer tous les logiciels utilisés par les ingénieurs pour travailler et ne leur laisser que le pack Office (Excel, Word…). Pour compléter le tableau, aucune organisation de travail n'était prévue, ce qui avait l'immense avantage de cacher le manque d'effectifs puisque les ingénieurs polyvalents travaillaient à la tâche, pour aboutir à des voitures qui coûteraient entre 110 000 et 150 000 euros.

Deux ans et demi plus tard, la direction de Renault fait mine de découvrir que son véhicule ne sortira pas et s'en prend aux salariés. Mais pour ces derniers, ce n'est pas une surprise, ils savaient que rien ne sortirait de ce sous-effectif chronique et du manque de moyens. Donc, le 10 novembre, sachant que leur mission prendrait fin le 9 décembre, la majorité des prestataires a posé le stylo.

La direction s'est contentée d'annoncer que la mission prendrait fin le 23 décembre 2026, veille de vacances : un vrai cadeau de Noël.

Cerise sur le gâteau, la direction du groupe Renault a annoncé le 12 novembre qu'elle allait fusionner les directions de l'ingénierie Renault et celle d'Alpine dans une seule entité, les projets Alpine seront pilotés directement par le groupe Renault. Renault entend réduire encore les budgets en supprimant des postes et réduire les effectifs, d'abord chez les prestataires en renvoyant les appels d'offres à la baisse pour 2027.

Ainsi, cette réorganisation cache une attaque générale qui concerne tous les salariés de Renault et d'Alpine, prestataires compris. Tous sont attaqués, ils doivent se défendre tous ensemble et Renault, assis sur un tas d'or, doit payer.

Correspondant LO

ArcelorMittal – Canada : grève victorieuse

Les 300 travailleurs de l'usine ArcelorMittal de Contrecoeur-ouest, dans la province du Québec, au Canada, qui fabriquent des barres d'armature, des billettes, des tiges d'acier, ont fait céder leur direction après une grève de dix semaines sur les salaires.

Le 1er août, les travailleurs se sont mis unanimement en grève illimitée avec l'appui du syndicat de la métallurgie. Le contrat collectif de l'usine se terminant, ils exigeaient en particulier une revalorisation de leur salaire qui avait pris depuis 2020 beaucoup de retard sur les prix.

Les grévistes furent soutenus financièrement et moralement par le syndicat des métallos et les travailleurs des entreprises locales. Finalement, le 7 octobre, la direction acceptait une augmentation immédiate du salaire horaire de cinq dollars canadiens (soit une augmentation mensuelle de 448 euros) et de 11,25 dollars sur six ans.

De plus, les grévistes ont repris le travail avec une amélioration de leur régime de retraite et de l'assurance médicaments et soins médicaux.

Au Québec, comme en France, la lutte des travailleurs n'est pas facile, mais il n'y a qu'elle qui rapporte.

Serge Viard



SYNDICAT DES MÉTALLOS

Grévistes d'ArcelorMittal à Contrecoeur en août 2026.

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1er janvier 2020 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 9 900 exemplaires. Impression : Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve – Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) – Dépôt légal novembre 2026.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :

LUTTE OUVRIÈRE
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos **nom, prénom et adresse,** pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que *« ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement »*.

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière ☐ Lutte de classe ☐

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	*Lutte ouvrière*		*Lutte de classe*
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €
Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.			

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Ukraine : des militaires français (pas) si discrets

Radio France internationale et l'Agence France-Presse ont révélé que des militaires français entraînent leurs collègues ukrainiens sur place, en assurant la maintenance des canons Caesar, batteries antiaériennes, Mirage 2000, etc., que Paris leur fournit.

L'état-major des armées se refuse à tout commentaire. Il ne peut quand même pas dire que Macron et son ministre de la Défense, qui jurent qu'ils n'enverront jamais d'hommes dans une Ukraine en guerre, font tout le contraire, de surcroît en le cachant au bon peuple, censé les croire sur parole.

Cette opération – nom de code : Volia (Liberté, en ukrainien) – n'apparaît pas même dans les rapports que l'institution militaire fournit au Parlement. Et tant pis pour ceux qui s'imaginent que ledit Parlement contrôle quoi que ce soit de décisif dans la marche de l'État, et surtout des bandes armées qui en sont le cœur ! Pour mieux passer inaperçue, Volia se cachait derrière une autre opération, la mission Gerfaut. Celle-ci consiste à envoyer en Pologne des militaires français pour y former des Ukrainiens : les « formateurs » expédiés en Ukraine devaient dire qu'ils allaient en Pologne…

Combien sont-ils ? Secret défense. En haut lieu, on veut bien admettre qu'un général commande *« de petits effectifs pour des missions courtes »*. Mais on n'est pas obligé d'y croire !

Ainsi, quand l'armée américaine prit la relève de son homologue française vaincue au Vietnam, en 1955, les dirigeants américains disaient, un mensonge ressassé, n'y avoir que des « conseillers » militaires. En fait, Washington allait y envoyer plus de deux millions de GI's et autres, avant de reconnaître sa défaite.

S'agissant de l'Ukraine, la presse américaine a révélé que la CIA y avait depuis des années plusieurs bases et les « conseillers » pour les faire fonctionner. En mars dernier, la Grande-Bretagne a annoncé y faire travailler des contractuels à l'entretien des véhicules militaires qu'elle fournit à Kiev.

L'armée française ne pouvait faire exception. Former des soldats et officiers étrangers, avoir des militaires sur place, c'est le b.a.-ba de tous les états-majors. Cela leur permet d'avancer leurs pions en vue de futurs conflits de grande ampleur. Et cela permet aussi de défendre concrètement les profits de leurs marchands d'armes, et autres industriels et financiers.

La « liberté », en ukrainien ou dans toute autre langue, dont ils se gargarisent, c'est celle, pour eux, de mettre des pays en coupe réglée, et bien souvent à feu et à sang, pour les intérêts des trusts des puissances impérialistes et des armées à leur service exclusif.

Pierre Laffitte



C DARYA NAZAROVA

Soldats français dans la région de Zaporijia, le 3 juillet 2026.

PRÉSIDENTIELLE 2027



LA CAMPAGNE DE NATHALIE ARTHAUD

LE CAMP DES TRAVAILLEURS

2 200 euros, ça ne serait pas du luxe

Dans les réunions animées par Nathalie Arthaud du 10 au 15 novembre à Vesoul, Montbéliard, Belfort, Nancy, Metz, Caen et Dijon, beaucoup l'ont dit : 2 200 euros net, c'est le minimum pour vivre correctement.

Un ouvrier, salarié d'un sous-traitant automobile, n'atteint cette somme qu'en travaillant toujours de nuit, grâce aux primes et majorations. *« J'ai 29 ans et je perds déjà des points de vie »*, a-t-il lancé, évoquant ses douleurs et les médicaments qu'il prend pour tenir.

Pour beaucoup, trimer ne permet même pas de s'en approcher. À Metz, deux salariées de centres d'appel, l'une répondant aux clients de La Banque Postale, l'autre travaillant pour un prestataire d'EDF, ont raconté leurs cadences infernales. Toutes deux sont payées au smic et travaillent 42 heures par semaine, avec un temps de travail annualisé. L'une d'elle a rapporté que, pour les inciter à prendre encore plus d'appels, leur direction leur propose un « challenge » permettant de gagner… 5 euros de plus !

Plusieurs participants ont aussi rappelé les sommes considérables que rapporte leur travail. *« Par rapport à tout ce que nous produisons comme richesses, 2 200 euros, ce n'est rien ! »*, a résumé l'un d'eux. Les profits des grands groupes, qui aspirent les richesses produites par l'ensemble du monde du travail, montrent que l'argent existe.

Pourquoi 2 200 euros ? Parce qu'il ne faut pas se limiter à ce que les patrons prétendent pouvoir payer, mais partir des besoins des travailleurs. Pour se loger, se nourrir, élever ses enfants, avoir des loisirs, il faut au moins 2 200 euros, y compris pour les retraités, les chômeurs et les personnes en invalidité.

Cet objectif pourrait unir des travailleurs que le patronat divise. À Metz, une participante a raconté que ses collègues les moins bien payées étaient contre la petite hausse du smic annoncée par le gouvernement : gagnant moins que le smic mensuel, elles n'en profiteraient pas. *« On se déchire entre nous pour les miettes, plutôt que de se battre ensemble pour tout le gâteau »*, a-t-elle dénoncé. La propagande patronale a aussi convaincu bien des travailleurs que les entreprises n'avaient pas les moyens d'augmenter les salaires, au point qu'ils n'osent plus réclamer ce qui leur est nécessaire pour vivre.

C'est cette résignation que Nathalie Arthaud veut combattre. Car les 2 200 euros ne sont pas une promesse électorale, mais une perspective de lutte autour de laquelle les travailleurs peuvent se rassembler. À ceux qui jurent qu'une telle augmentation est impossible, elle répond : *« Il faut que vous deveniez révolutionnaires, messieurs dames. »* Si le capitalisme est incapable d'assurer un salaire digne aux travailleurs indispensables à son fonctionnement, c'est bien qu'il faut le changer !

Réunions publiques avec Nathalie Arthaud



LO

À Montpellier.

Pau
Mardi 24 novembre
à 12h30
Salle Patie

Toulouse
Mercredi 25 novembre
à 12h30
Salle Castelbou

Tarbes
Mardi 24 novembre
à 19 heures
Salle du Martinet

Perpignan
Mercredi 25 novembre
à 18h30
Annexe Mairie Béranger

Fête de Lutte ouvrière

Rouen
Samedi 21 novembre
à partir de 15 heures
Palais des Congrès de Oissel
Débat à 18 heures
avec Nathalie Arthaud



LO

Lutte ouvrière ■ Directeur de publication : Michel Rodinson ■ Commission paritaire n° 1029 C 85576